

Rapport d'activités 2017.

Juin 2018.

Stop à l'islamophobie. Ensemble. Maintenant.

Sommaire

1. « Le mot du Président »	2
2. Le CCIB, c'est qui ? C'est quoi ?	4
3. Les grands chantiers du CCIB en 2017	5
3.1. #ICE – Islamophobie, Citoyenneté, Education	5
3.2. #OpenJobTesting.....	6
3.3. #OpenSchool4Women.....	9
3.4. #VictimsFirst	10
4. Actions du CCIB pour faire reculer la haine ensemble.....	12
5. Le CCIB dans les médias en 2017	15
6. Nos Finances en 2017.....	16
6.1. Commentaires sur les recettes.....	16
6.2. Commentaires sur les dépenses.....	17
7. L'islamophobie en 2017.....	18
7.1. Vision globale de l'Islamophobie en Belgique	18
8. Ensemble, on est plus fort !	19
9. Agissez pour faire reculer l'islamophobie.....	22
10. Le CCIB en 2017, c'est.....	23

1. « Le mot du Président »

Aujourd'hui le Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique est devenu une organisation connue et reconnue tant au niveau régional, national, européen et même international. Le CCIB est sollicité pour son expertise et ses actions de terrains par de nombreuses associations, organisations et institutions.

Le CCIB promeut une société inclusive, fondée sur les principes de la Déclaration universelle des Droits Humains. Sa mission est de construire des solutions avec les citoyens discriminés en partenariat avec des acteurs de la société civile et des institutions publiques pour faire reculer le racisme, la xénophobie et l'islamophobie.

Comme les années précédentes, l'année 2017 fut marquée par de nombreux événements, des succès et des épreuves. Nous avons pu offrir des issues favorables à des victimes de l'islamophobie, grâce au travail de nos bénévoles et aux partenariats que nous avons construits depuis quelques années.

En 2017 comme en 2016, le CCIB a pu soutenir plusieurs étudiantes majeures qui défendaient leur droit à continuer leurs études sans discriminations grâce au projet #OpenSchool4Women. Ce projet visant à créer un fonds de soutien et d'assistance juridique a pour objectif de collecter 100.000€ afin de soutenir durablement les étudiantes majeures privées d'accès à l'éducation dans l'enseignement supérieur. Ce point constitue une de nos priorités. Ce projet démarré en 2016 reste nécessaire et d'actualité encore plus aujourd'hui.

En 2017, plus d'une centaine de personnes de la société civile, d'organisations et d'institutions ont pu bénéficier de la formation « Comprendre les stéréotypes et les discriminations pour mieux agir contre l'islamophobie » grâce au projet #ICE (Islamophobie, Citoyenneté, Education). Le CCIB a mis en place ce projet avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et en collaboration avec de nombreuses associations antiracistes.

Dans le cadre de l'appel à projets « Promotion de la diversité et lutte contre la discrimination à l'embauche » de la Région Bruxelloise, un autre projet innovant initié par le CCIB et nommé #OpenJobTesting a été retenu. Ce projet soutenu par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a été prolongé en 2018. OpenJobTesting peut se définir comme une démarche exploratoire innovante qui veut approfondir l'outil du testing pour mettre en évidence la discrimination dans le monde du travail.

Après trois ans d'existence, l'Assemblée Générale du CCIB a adopté en décembre 2017 les trois nouveaux objectifs stratégiques pour la période 2018-2020 :

- L'inclusion des personnes musulmanes ou supposées, et plus particulièrement les femmes, dans l'enseignement supérieur et l'emploi,
- Le monitoring permanent des actes islamophobes,
- L'établissement d'un plan Interfédéral de lutte contre le racisme et les discriminations, avec un volet spécifique sur la lutte contre l'islamophobie.

Ces objectifs stratégiques marquent résolument la volonté du CCIB de faire du soutien aux citoyens discriminés sa priorité numéro une ! Sur le court terme comme sur le long terme.

Pour y arriver, nous avons lancé le projet #VICTIMSFIRST. Celui-ci a pour but d'offrir un service de première ligne à toute personne, victime ou témoin, de discrimination(s).

Pour soutenir ces objectifs stratégiques, le CCIB lancera également une campagne d'adhésions. Ces adhésions sont primordiales pour assurer tant notre crédibilité que notre indépendance.

Mustapha CHAIRI,
Pour le Conseil d'Administration du CCIB asbl.

2. Le CCIB, c'est qui ? C'est quoi ?

Le Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique est une association sans but lucratif (asbl) qui a pour objet social « *la lutte contre l'islamophobie et ses manifestations sous toutes ses formes et en tous médias, dans l'esprit de la démarche de la European Fundamental Rights Agency (FRA)... qui fonde son approche sur l'identification du phénomène de l'islamophobie et de ses manifestations en se basant sur des normes reconnues au niveau international et sur le travail permanent du Conseil de l'Europe et des Nations Unies* ».

Créé en septembre 2014, le CCIB est une association antiraciste, pluraliste, non-confessionnelle, non-communautaire et non-partisane. Elle est constituée de femmes et d'hommes attachés aux valeurs des droits de l'homme et de la lutte contre la xénophobie, le racisme et la haine. Notre conseil d'administration est paritaire et nous agissons sur l'ensemble du territoire belge.

Le CCIB travaille avec des partenaires pour atteindre ses objectifs et définit sa stratégie en fonction de son analyse du terrain et de ses recommandations et des échanges avec des organisations spécialisées. Parmi les actions concrètes, signalons le service d'écoute et de soutien aux victimes, le recensement des actes islamophobes, le plaidoyer, la publication d'analyse et de recommandations, les rassemblements pacifistes ou des manifestations, des prises de positions pour contribuer au débat public...

3. Les grands chantiers du CCIB en 2017

Le CCIB a mené un ensemble de projets ou a répondu à un ensemble d'appels à projets pour mener à bien ses missions et ses actions.

3.1. #ICE – Islamophobie, Citoyenneté, Education



Le projet #ICE (Islamophobie, Citoyenneté, Education) vise à briser les préjugés et les amalgames relatifs aux personnes musulmanes en Fédération Wallonie-Bruxelles en vue de promouvoir une société respectueuse, ouverte sur le monde et inclusive.

D'après une idée originale du Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique asbl (CCIB), ce projet éducatif a été retenu dans le cadre de l'appel à projets "Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité" (PCI) lancé en 2016 par la Ministre de l'Égalité des chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

A travers #ICE, le CCIB a créé un outil pédagogique pour lutter contre une des formes les plus virulentes de la xénophobie et du racisme : l'islamophobie. Une mallette pédagogique, reposant sur une méthode ludique, pragmatique et des outils de l'éducation permanente, permet de développer une meilleure compréhension d'un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur dans nos sociétés.

Le CCIB a pu présenter son outil pédagogique à plus de 100 personnes en 2017.

Les membres du CCIB ont réalisé plusieurs sessions de formation afin d'une part de mettre au point la mallette pédagogique, d'autre part de former les participants à la compréhension des stéréotypes et des discriminations pour mieux agir contre l'islamophobie.

3.2. #OpenJobTesting

Lever les obstacles à l'emploi en explorant la méthode des tests de situation en Région Bruxelles-Capitale

OBJECTIF DU PROJET

#OpenJobTesting est un projet initié et impulsé par le Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique asbl (CCIB), association dont la vision est de promouvoir une société inclusive, fondée sur les principes des Droits Humains. Le CCIB est actif dans la lutte contre les discriminations et a **pour mission de construire des solutions avec les citoyens discriminés et la société** pour faire reculer le racisme, la xénophobie, en ce compris l'islamophobie.

Le projet #OpenJobTesting s'inscrit dans les enjeux sociopolitiques majeurs de la Région de Bruxelles-Capitale dont la (re)mise à l'emploi constitue une des priorités. Il vise à approfondir le champ des difficultés et des obstacles, réels ou supposés, dont l'accès à l'emploi par différents profils de candidats, notamment les femmes et les personnes issues de la diversité.

De nombreuses recherches montrent les difficultés persistantes en ce qui concerne l'accès à l'emploi et l'égalité dans la pratique pour des candidats issus de la diversité dans notre région. Même les secteurs en pénurie n'arrivent pas, malgré des incitants à l'embauche et une volonté affichée de favoriser l'accès à l'emploi pour tous, à mettre un terme aux inégalités dans l'accès à un travail. Ces obstacles touchent autant les personnes qualifiées que non qualifiées, sans distinction d'âge, de genre, de conviction, d'origine ou de couleur. Il convient donc de développer des solutions plus proactives afin de sensibiliser l'ensemble de la société à cette réalité.

Il ne faut pas cependant tomber dans le travers de considérer tout refus d'engagement ou toute difficulté sur le marché de l'emploi comme de la discrimination. Les relations interpersonnelles dans le monde du travail sont complexes et un patron ou un(e) responsable des ressources humaines pourrait tout à fait avoir des raisons objectives et justifiées de ne pas procéder à l'engagement d'un ou d'une candidate.

C'est précisément pour voir plus clair dans ce processus qu'il convient d'approfondir cette situation. Les tests de situations, appelés plus communément testing, sont un des moyens qui peut aider à comprendre certains mécanismes de discriminations dans l'accès à l'emploi (processus de sélection et de recrutement principalement). Ainsi, **#OpenJobTesting peut se définir comme une démarche exploratoire innovante qui veut approfondir l'outil du testing pour mettre en évidence ses avantages et ses limites.**

Il est important de souligner l'évolution politique et juridique dans la mise en place du testing en région bruxelloise. Lors de la mise en place de ce projet, le sujet était en plein débat au parlement bruxellois, et le ministre de l'Emploi et de l'Économie, avait demandé une analyse juridique pour savoir si le testing respectait les principes de notre Constitution et de notre législation, ainsi que le cadre dans lequel le testing pourrait être mis en place, notamment par l'administration régionale. En octobre 2017, le parlement bruxellois votait la mise en place du testing. Ce vote inédit donne davantage de pertinence au projet #OpenJobTesting, car c'est dans la mise en place de ces tests de situation que les énergies se concentrent à présent.

Pour y parvenir, nous aurons besoin de toutes les bonnes volontés. D'ailleurs, deux partenaires connus du paysage associatif belge viennent renforcer le travail de coopération et de synergie affiché de ce projet : le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX) et Les Entrepreneurs Actifs de la Diversité (LEAD auparavant ABPM). Le CCIB tient à les remercier pour leur implication et leur soutien dans ce projet.

POURQUOI LES TESTS DE SITUATION ?

Il existe une réelle difficulté dans le chef des pouvoirs publics et des employeurs à reconnaître une discrimination. La discrimination évolue, prend des formes nouvelles, subtiles et souvent cachées (consciemment ou inconsciemment).

Depuis plusieurs années, plusieurs dispositifs permettent d'évaluer la discrimination au travail.

Le testing seul ne permet pas de lutter efficacement contre la discrimination. Néanmoins, en complément des outils disponibles (analyse qualitative et quantitative des plaintes, traitement de données, monitoring...), le testing est un outil efficace. Il peut s'avérer utile pour mettre en lumière un acte discriminant dans une entreprise, pour laquelle par exemple, des plaintes ont déjà été déclarées, ou pour mieux comprendre pourquoi certains groupes cibles ont un taux de chômage important. C'est précisément dans cette optique-là que l'ordonnance bruxelloise a été votée.

PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

Le projet #OpenJobTesting consiste, pour rappel, en l'élaboration d'une méthode exploratoire pour la mise en place de testings dans le secteur de l'emploi en région de Bruxelles-Capitale. Il s'agit d'une démarche innovante qui a recueilli le soutien de responsables académiques spécialisés dans ces questions et d'associations de la société civile active dans la lutte pour l'égalité et l'inclusion.

Ce projet a permis d'identifier les jalons nécessaires pour construire une méthode solide visant à réaliser des testings et les difficultés associées à cette méthode. Parmi celles-ci, notons le nombre important de personnes mobilisées tant pour évaluer les différents CV et lettres de motivation rédigées que pour s'impliquer réellement dans la construction du profil-type en prêtant leur photo, leur adresse postale, etc.

Malgré un investissement qui a été au-delà des prévisions, le CCIB est satisfait de la contribution à la réflexion sur le testing qui constitue un enjeu majeur dans la lutte contre les entreprises qui discriminent. La méthode proposée par le CCIB pourra certainement inspirer les inspecteurs du travail et leur permettre de tirer des enseignements de ce projet.

Néanmoins, il y a aussi le sentiment du travail non accompli. Effectivement, le nombre de CV envoyés à la fin du 2017 et le peu de réponses reçues ne permettent pas de tirer suffisamment d'enseignements de cette expérience. Il est important de pouvoir poursuivre ce travail d'envoi de candidatures et de récolter les résultats pour lesquels tous les outils ont été mis en place. C'est pourquoi le CCIB a introduit une demande de prolongation du projet #OpenJobTesting et qui a été acceptée.

3.3. #OpenSchool4Women

En deux ans, le fonds a pu déjà être utilisé pour soutenir trois groupes d'étudiantes pour aller en justice.

Pourquoi cette campagne ?

Cela fait maintenant plus de 30 ans que le foulard déchaîne les passions, son interdiction prend des proportions de plus en plus inquiétantes. Cette question qui était principalement abordée pour l'enseignement secondaire touche à présent des personnes adultes dans l'enseignement supérieur (Hautes Écoles principalement - toutes les universités en Belgique adoptant des règlements en faveur de la liberté faut-il le rappeler !) et la promotion sociale (près de 50% des instituts interdisent le port de signes convictionnels !).

Face à ces dérives, le Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique, dont une des trois priorités est l'inclusion des femmes dans l'enseignement supérieur, a décidé de s'engager pour mettre un terme à ces discriminations en appelant à ouvrir les portes de l'éducation et de la formation à ces femmes (**#OpenSchool4Women**).

Notre pays, la Belgique, est connu dans le monde entier comme un pays progressiste en matière de libertés individuelles et de respect des choix de vie de chacun(e). Dans cette même logique, c'est le principe de liberté de conscience, d'expression et de religion qui doit prévaloir dans l'enseignement réservé aux adultes.

En quoi consiste cette campagne ?

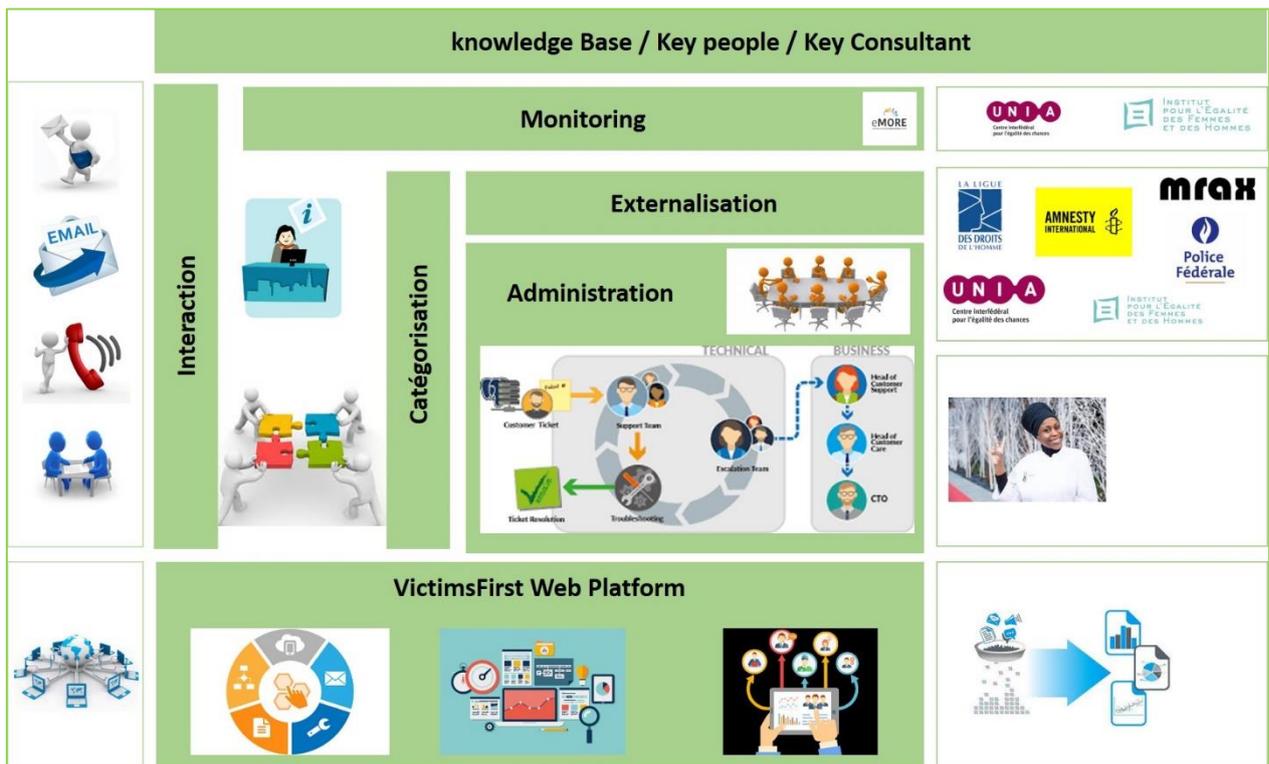
La campagne vise à mener plusieurs actions pour faire progresser la cause de la liberté de choix et du droit premier à l'éducation. Elle consiste à :

- **réaliser un cadastre** des instituts qui interdisent ou autorisent les signes convictionnels
- **collecter les témoignages** des victimes et leur offrir une assistance et un soutien dans leur démarche
- **construire des alliances** avec les acteurs institutionnels et associatifs pour renforcer ce message de liberté et de respect pour toutes
- **sensibiliser les comités d'étudiants** dans les écoles, les élus et les ministres à ces discriminations
- **collecter des fonds** pour mener des actions de sensibilisation ou aller devant les tribunaux lorsque la médiation a échoué.

3.4. #VictimsFirst

Grâce à un appel à projet auprès de Open Society Foundations (OSF), le CCIB a mis en place un service d'écoute et d'assistance aux victimes de l'islamophobie, cette forme de xénophobie et de discrimination dirigée contre des personnes musulmanes (ou supposées l'être).

Ce service s'inscrit dans les objectifs stratégiques du CCIB.



En quoi consiste ce service ?

Si vous, ou l'institution à laquelle vous appartenez, êtes victime d'un acte islamophobe (agression verbale ou physique, profanation de mosquées, harcèlement, discrimination dans l'enseignement, dans le logement ou dans l'accès à des biens et des services...), vous pouvez envoyer un signalement au CCIB.

Notre responsable du soutien première ligne vous recontactera dans les plus brefs délais en vous demandant plus d'informations pour mieux comprendre votre situation et vous aider au mieux. Chaque signalement sera traité en toute confidentialité et en demandant si besoin un avis juridique à nos partenaires juristes et spécialistes en défense des droits humains.

Des permanences sont organisées, l'accueil s'y fait sur rendez-vous.

Quelle suite à votre signalement ?

Le CCIB accorde une grande importance aux victimes de l'islamophobie mais veut aussi impliquer ces personnes dans la construction de solutions pour réparer les injustices dont elles ont fait l'objet. C'est pourquoi, la première issue envisagée est de prendre contact avec la personne ou l'institution qui discrimine afin de mieux comprendre la situation et l'intention de chacun des acteurs.

En cas de malentendus, une médiation est mise en place pour trouver une solution. Cette médiation a l'avantage d'offrir une solution très rapidement et de ne pas avoir d'impact financier pour la victime.

Si cette phase n'aboutit pas, le CCIB dans certains cas, recommande d'aller en justice pour faire sanctionner la discrimination et demander réparation devant le juge. À ce jour, le CCIB a utilisé trois fois l'action en justice pour faire cesser des discriminations.

Il arrive aussi que des personnes s'estiment discriminées ou victimes alors qu'après analyse, ce n'est pas le cas. Le CCIB reprend alors contact avec la victime présumée pour lui expliquer en quoi le signalement reçu ne peut être considéré comme de l'islamophobie ou comme une discrimination. Dans tous les cas, il ne faut pas se culpabiliser et c'est dans le dialogue que nous sommes convaincus de pouvoir vous aider à résoudre vos problèmes.

Pourquoi est-ce important de rapporter les actes islamophobes ?

Chaque discrimination ou chaque acte islamophobe qui n'est pas déclaré n'existe pas ! Le CCIB, comme toute organisation de défense des droits humains, souhaite connaître de manière la plus précise possible les actes islamophobes qui ont lieu en Belgique. Cela permet de mieux évaluer la situation et d'établir des statistiques approfondies.

Grâce à ce travail, nous pouvons déterminer les secteurs les plus touchés dans lesquels il faut agir de manière prioritaire pour faire reculer la haine, le racisme et l'islamophobie.

L'action du CCIB donne des résultats. Nous avons déjà pu venir en aide à de nombreuses personnes et offrir par une médiation, un rappel de la loi ou en dernier recours par une action en justice des solutions aux citoyens discriminés.

4. Actions du CCIB pour faire reculer la haine ensemble

En 2017, le CCIB a réalisé de très nombreuses actions pour faire progresser les droits de l'homme et faire reculer la haine. Il a répondu à des invitations et donné des formations. Voici un tour d'horizon des actions phares du CCIB qui donne un bon aperçu de notre philosophie de travail et de nos succès !



JANVIER 2017 (BePAX) : « Au-delà du racisme, des femmes de tous horizons parlent de féminisme » ¹

Musulmanes, catholiques, athées ou juives, peau claire ou foncée, jeune adulte ou d'âge mûr, venez découvrir le fruit de rencontres entre femmes d'origines diverses se rassemblant pour parler féminisme, au-delà du racisme qui, trop souvent, divise le mouvement.

MARS 2017 (UCL/CISMOC) : « Un an après les attentats de Bruxelles, quel bilan ? » ²

A la veille de la commémoration du premier anniversaire des attentats qui ont meurtri Bruxelles, touchant la Belgique et l'Europe en plein cœur, il nous semble utile de poser un regard rétrospectif sur l'évolution de la société depuis ces événements tragiques. Comment ont-ils affecté les relations entre les personnes et les communautés ?

MARS 2017 (MRAX-SACR2017) : « Réduire une personne à une identité unique, c'est le début du Racisme » ³

Animation pédagogique "Islamophobie, Citoyenneté, Education", #ICE est un nouvel outil pédagogique du CCIB qui vise à briser la glace des préjugés et des amalgames existants sur les personnes musulmanes ou supposées comme telles en vue de promouvoir une société respectueuse, ouverte sur le monde et inclusive.

MARS 2017 (EUROPE BELGIUM DIVERSITY) : « Le gouvernement MR-NVA est-il raciste, négrophobe et islamophobe ? » ⁴

Parce qu'ils sont convaincus que le racisme est un cancer de la démocratie, un terreau fertile pour le terrorisme et les vendeurs d'illusions politiques ou religieuses d'extrême droite, EBD et ses partenaires sont déterminés à travailler dans une démarche citoyenne active pour un meilleur vivre ensemble sans racisme, négrophobie et islamophobie.

¹ <http://www.bepax.org/index.php?params=event/au-dela-du-racisme-des-femmes-de-tous-horizons-parlent-de-feminisme,0000793.html>

² <https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/iacchos/cismoc/actualites/compte-rendu-un-an-apres-les-attentats-de-bruxelles.html>

³ <http://mrax.be/wp/semaine-dactions-contre-le-racisme-2017-appel-a-partenariat/>

⁴ <http://camer.be/58930/11:1/belgique-lancement-de-charleroi-antiracisme-2017-4eme-edition-une-commemoration-locale-de-la-journee-internationale-pour-l'elimination-de-la-discrimination-raciale-celebree-chaque-annee-le-21-mars-belgium.html>

AVRIL 2017 (PAC) : « Islamophobie ou Prolophobie » ⁵

Que peut donc la culture dans une société en crise d'identité culturelle – y compris religieuse? Et finalement, à l'ombre de ces crispations identitaires, ne serait-ce pas une nouvelle scène de lutte de classes qui se joue, dans un modèle capitaliste en crise?

JUILLET 2017 (VIE FÉMININE) : « Face aux violences institutionnelles, les femmes se mobilisent ! » ⁶

Travailler à l'émancipation de toutes les femmes nous oblige à prendre en compte la diversité de nos identités et à regarder les inégalités qui existent entre nous. Les femmes rencontrent des obstacles dus au sexisme, à la précarité et au racisme. Nous devons intégrer ces réalités de vie si nous voulons réellement lutter contre les inégalités et ne pas passer à côté de nombreux vécus.

Mais comment alors, à partir de cette diversité, construire des solidarités ? Comment avoir un projet commun qui tienne compte des inégalités auxquelles chacune fait face et qui respecte les différentes pratiques et convictions ?

SEPTEMBRE 2017 – (FEF) : « Les Discriminations dans l'Enseignement » ⁷

L'enseignement supérieur, à l'image de la société dans laquelle nous évoluons, n'est pas un espace sans discrimination. Ici, nous vous proposons plusieurs temps d'échanges sur trois thématiques différentes : les discriminations de genres et d'orientations sexuelles, les discriminations sociales et enfin, les discriminations religieuses et raciales.

OCTOBRE 2017 – (KARAMAH EU) : « Muslim women fight back » ⁸

Briser le cycle de l'islamophobie : s'outiller pour lutter efficacement contre l'islamophobie au travail et à l'école.

Karamah-Europe organise une Masterclass intitulée « Muslim women fight back » afin de réunir les victimes et les premiers/ères-aidants dans un travail commun de lutte contre cette forme de discrimination qui prévaut essentiellement à l'école et sur le marché de l'emploi. Nous souhaitons travailler directement avec les personnes concernées par l'islamophobie et qui sont démunies, soit parce qu'elles ne savent pas déterminer ce qui relève de la discrimination ou non, elles n'ont pas accès à l'information concernant les outils juridiques existants ou encore ne sont pas formées à l'utilisation de ces outils.*

⁵ <http://pac-bruxelles.be/activites-passees/journee-de-reflexion-des-identites-culturelles-aux-assignations-religieuses-resistances-en-quartiers-populaires>

⁶ <http://www.viefeminine.be/spip.php?article3674>

⁷ <http://fef.be/2017/07/13/programme-2017/>

⁸ <https://be.eventbu.com/saint-gilles/complet-muslim-women-fight-back-atelier-juridique-safe-space/6022750>

NOVEMBRE 2017 – (MEDIA ANIMATIONS): « Médias et interculturalité : Comment éduquer à la critique, la mobilisation et l'expression ? »⁹

Face aux discours d'altérisation et d'intolérance véhiculés par certains médias, nous souhaitons avec le projet MEET développer une compréhension critique et citoyenne des représentations médiatiques. Mais surtout, nous voulons encourager les citoyen.ne.s à produire des contre-discours pour renforcer la compréhension interculturelle et lutter contre la discrimination.

NOVEMBRE 2017 – (MIRABAL): « Marche contre les violences faites aux femmes »¹⁰

Les violences faites aux femmes s'exercent sous de multiples formes (sociales, économiques, physiques, sexuelles, verbales, psychologiques,...) et sont partout : dans la famille, au travail, à l'école, dans les médias et les institutions publiques, dans la rue..., en Belgique comme ailleurs. Malgré l'insuffisance des statistiques, les chiffres récoltés témoignent de l'ampleur des violences faites aux femmes dans notre pays.

DECEMBRE 2017 (PARLEMENT EUROPEEN): « The Plight of Rohingya »¹¹

Présence du CCIB au Parlement Européen pour soutenir des dizaines d'ONG qui oeuvrent contre la tragédie que subissent les Rohingyas en Birmane. Pour rappel, La pyramide de la haine commence par les préjugés pour finir par l'extermination.

DECEMBRE 2017 (COMMISSION EUROPEENNE) : « 4eme table ronde des ONGs Européennes »¹²

Le CCIB a participé à la 4ème table ronde avec d'autres organisations européennes luttant contre l'islamophobie. La rencontre a été initiée par #ENAR et l'euro-coordonateur en charge de la lutte contre l'islamophobie, M. David Friggiéri. A cette occasion, le CCIB a présenté les enjeux et les défis en lien avec la protection des mosquées et des centres islamiques, qui sont victimes d'attaques dont l'impact est important sur les citoyens au niveau local. A cette occasion, le CCIB a formulé des recommandations et des bonnes pratiques.

⁹ <https://media-animation.be/Conference-debat-Medias-et-interculturalite-Comment-eduquer-a-la-critique-la.html>

¹⁰ <https://mirabalbelgium.org/2017/10/29/appel-a-la-manifestation-feministe-nationale-contre-les-violences-faites-aux-femmes-ce-25-novembre-2017-a-bruxelles/#more-219>

¹¹ <https://www.facebook.com/events/311870405977090/>

¹² <http://www.enar-eu.org/NGO-coalition-statement-following-4th-European-Commission-Round-Table-on-anti>

5. Le CCIB dans les médias en 2017

7sur7 : « Signes convictionnels: la décision de la Cour est "critiquable" » ¹³

Le Soir : « Interdire l'abattage rituel: une atteinte aux libertés religieuses juives et musulmanes » ¹⁴

RTBF : « Le CCIB demande à Di Rupo de sanctionner Yvan Mayeur pour ses propos "inacceptables" » ¹⁵

La Libre : « Une déception nommée Aung San Suu Kyi (OPINION) » ¹⁶

RTBF : « La Région bruxelloise soutient 16 projets luttant contre la discrimination à l'embauche » ¹⁷

RTLInfo : « Attentats de Bruxelles: les musulmans, victimes collatérales » ¹⁸

La DH : « Pour ou contre: l'avis de la Cour européenne de Justice sur le port du voile en entreprise est-il positif? » ¹⁹

ArabelFM : « Les signes religieux peuvent être interdits en entreprise selon la CJUE » ²⁰

La Meuse : « Incendies, tags... nos mosquées frappées par l'islamophobie ! » ²¹

¹³ <https://www.7sur7.be/7s7/fr/1731/Islam/article/detail/3104768/2017/03/14/Signes-convictionnels-la-decision-de-la-Cour-est-critiquable.dhtml>

¹⁴ <http://plus.lesoir.be/89744/article/2017-04-12/interdire-labattage-rituel-une-atteinte-aux-libertes-religieuses-juives-et>

¹⁵ https://www.rtbef.be/info/belgique/detail_le-ccib-demande-a-di-rupo-de-sanctionner-yvan-mayeur-pour-ses-propos-inacceptables?id=9564432

¹⁶ <http://www.lalibre.be/debats/opinions/une-deception-nommee-aung-san-suu-kyi-opinion-59cbd0cbcd70be70bcace0f1>

¹⁷ https://www.rtbef.be/info/regions/bruxelles/detail_la-region-bruxelloise-soutient-16-projets-luttant-contre-la-discrimination-a-l-embauche?id=9782334

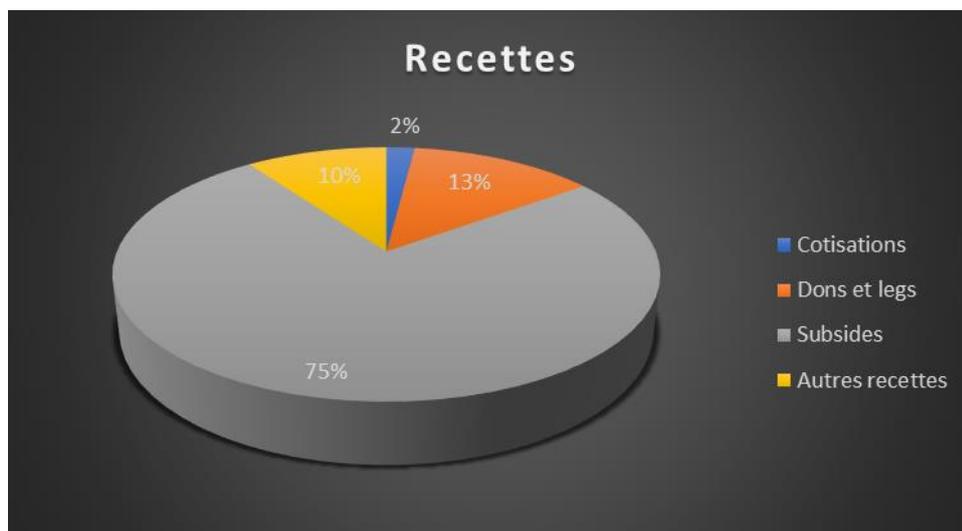
¹⁸ <https://www.rtl.be/info/belgique/attentats-de-bruxelles-les-musulmans-victimes-collaterales-901403.aspx>

¹⁹ <http://www.dhnet.be/actu/societe/pour-ou-contre-l-avis-de-la-cour-europeenne-de-justice-sur-le-port-du-voile-en-entreprise-est-il-positif-58c85930cd70a15c9a25606d>

²⁰ <https://www.facebook.com/AraBel.fm/videos/1241393042581257/>

²¹ <http://www.lameuse.be/38548/article/2017-01-30/incendies-tags-nos-mosquees-frappees-par-lislamophobie>

6. Nos Finances en 2017



6.1. Commentaires sur les recettes

Cotisations

Les cotisations des membres ont progressé considérablement mais restent faible par rapport aux autres recettes. Un projet d'envergure d'adhésion de nouveaux membres a été voté par l'Assemblée générale en septembre 2017 pour remédier à cette situation.

Dons et Legs

Les « Dons et Legs » démontrent la générosité des sympathisants du CCIB.

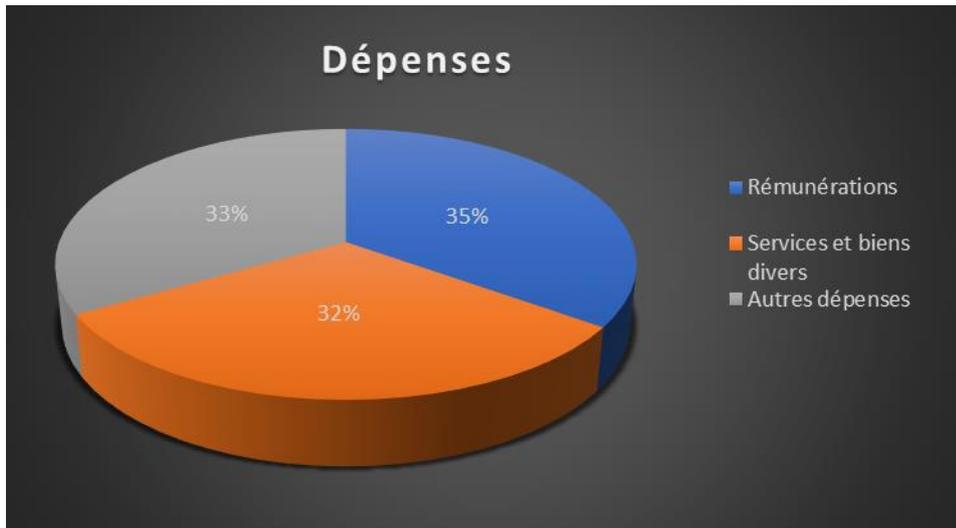
Subsidies

Le CCIB a fait un effort particulier par l'introduction de dossiers à des appels à projets proposés par des institutions publiques et privées. Les subsidies ont tous été versés au CCIB au dernier trimestre 2017 pour être utilisé en 2018. Le CCIB a pu obtenir des subsidies de la part de la Fédération Wallonie Bruxelles, de la région de Bruxelles-Capitale et de Open Society Foundations.

Autres Recettes

La campagne #OpenSchool4Women reste un levier important dans la recherche de fonds pour soutenir les actions en justice.

6.2. Commentaires sur les dépenses



Rémunérations :

Les subsides octroyés pour les projets #ICE, #OpenJobTesting, #VICTIMSFIRST ont fourni les moyens financiers pour engager du personnel afin de réaliser leur bon déroulement.

Service et biens divers :

Le fonctionnement journalier du CCIB et la réalisation des projets #ICE, #OpenJobTesting, #VICTIMSFIRST nécessitent l'achat de fournitures et de services.

La part du coût informatique augmente dans les mêmes proportions que l'expansion du CCIB.

Autres dépenses :

Les honoraires de consultance pour la réalisation des projets #ICE, #OpenJobTesting, #VICTIMSFIRST et les honoraires d'avocats constituent en gros un tiers des dépenses.

7. L'islamophobie en 2017

Un objectif stratégique du CCIB est également le monitoring des discriminations islamophobes afin de permettre de mener des politiques antiracistes plus efficaces.

Aujourd'hui la Belgique ne remonte pas le monitoring des discriminations islamophobes au niveau de la FRA (Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne) ou de l'OSCE-ODHIR (Office for Democratic Institutions and Human Rights) contrairement à d'autres pays européens. Le CCIB fait donc un travail de plaidoyer auprès des institutions belges compétentes pour remonter ce monitoring.

Le CCIB fournit annuellement ses recensements relatifs à l'islamophobie à la FRA et à l'OSCE-ODHIR. Le CCIB rappelle dans tous ses plaidoyers auprès des instances belges compétentes la nécessité de remonter les informations pour la Belgique auprès de FRA et à l'OSCE-ODHIR

En plus de son rapport d'activité, qui donne une vue du travail du CCIB, en plus des « factsheets » fournis à la FRA et à l'OSCE-ODHIR, le CCIB produit son rapport chiffres ²².

7.1. Vision globale de l'islamophobie en Belgique

La collaboration avec Unia est essentielle pour le CCIB. Certes, elle n'est pas parfaite mais d'année en année elle s'améliore tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

Incontestablement, Unia offre des services qu'aujourd'hui le CCIB ne peut pas offrir, ne peut pas encore offrir. Ne pourra jamais offrir pour certains.

Pour le CCIB, une vision globale de l'islamophobie en Belgique est primordiale. L'ensemble des signalements qui arrivent au CCIB sont transmis à UNIA afin que ceux apparaissent dans son rapport chiffres annuels. Nous espérons que l'ensemble des associations, des institutions ou des organisations transmettent vers Unia, les signalements qui leur arrivent.

Le CCIB apporte une attention particulière au rapport annuel ²³ de Unia, d'une part pour avoir la vision globale. D'autre part, pour s'assurer que le travail fourni par le CCIB est fidèlement intégré dans le rapport dans une forme ou une autre.



²² http://ccib-ctib.be/wp-content/uploads/CCIB_PUBLIC_PDF_RapportChiffresCCIB/CCIB_RapportChiffres2017_Septembre2018.pdf

²³ <https://www.unia.be/fr/publications-et-statistiques/publications/rapport-annuel-2017>

8. Ensemble, on est plus fort !

La lutte contre l'islamophobie doit tirer profit des institutions et organisations existantes en Belgique, toutes au service du citoyen. La longue expérience de nombreuses associations de lutte contre les discriminations est un véritable atout.

Cette lutte est un travail de longue haleine et pour y arriver, les partenariats sont essentiels. Voici les partenaires et contacts que nous entretenons avec chaque partenaire.

8.1. International



OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR)

<http://www.osce.org/odihr>



Organisation des Nations Unies

<http://www.un.org/fr/sections/priorities/human-rights/index.html>



Open Society Foundations

<https://www.opensocietyfoundations.org>

8.2. Europe



Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

<http://fra.europa.eu/fr>



Conseil de l'Europe (ECRI)

https://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/default_FR.asp



NO HATE SPEECH MOVEMENT

<http://www.nohatespeechmovement.org/>



European Network Against Racism (ENAR)

<http://enar-eu.org>



Forum of European Muslim Youth and Student Organisations
<http://www.femyso.org/home>



Muslim women lawyers for human rights
<http://karamah.org/>



A Jewish Contribution to an Inclusive Europe
<http://www.ceji.org/fr>



European Parliament Anti-Racism and Diversity Intergroup (ARDI)
<https://www.ardi-ep.eu/>

8.3. Belgique



Centre interfédéral
pour l'égalité des chances

Le Centre Interfédéral pour l'Égalité des Chances et la
Lutte contre le Racisme
<http://Unia.be/fr>



La Ligue des Droits de l'Homme
<http://www.liguedh.be>



Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes
<http://igvm-iefh.belgium.be/fr>



Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la
xénophobie
<http://mrax.be>



BELGIUM - PAX CHRISTI INTERNATIONAL
<http://www.bepax.org/>

LEAD

Les Entrepreneurs Actifs de la Diversité
<http://www.leadbelgium.be/>



GSARA
<http://www.gsara.be>



Comité féminin et afrodescendant
pour l'interculturalité, contre le racisme
<https://www.bamko.org/>



Vie Féminine
www.viefeminine.be



Fédération des Étudiant.e.s Francophones
<http://fef.be/>



Media Animation
<https://media-animation.be>



SPRB – Economie Emploi
http://werk-economie-emploi.brussels/fr_FR/lutte-contre-discriminations



Fédération Wallonie Bruxelles - PCI
<http://www.federation-wallonie-bruxelles.be>

... et bien d'autres collaborations/contacts/échanges

Nous collaborons régulièrement avec des acteurs majeurs de la lutte antiraciste en Belgique. Ces collaborations prennent diverses formes : co-signature de cartes blanches, mise en place de groupes de travail, rencontres et discussions sur des enjeux communs, organisation de formations, de débats...

9. Agissez pour faire reculer l'islamophobie

Soutenez le CCIB afin de lui permettre de poursuivre son action et son travail de terrain. Vous pouvez nous aider :

- En vous abonnant à notre compte Facebook et Twitter
- En nous rapportant les cas d'islamophobie par email à sos@islamophobia.be ou au numéro 0487.999.001
- En parlant du CCIB autour de vous
- Par vos dons de soutien au CCIB
- En devenant membre du CCIB
- En devenant bénévole pour le CCIB.
- En vous abonnant à notre Newsletter, notre compte FB, notre compte Twitter, notre compte Youtube
- En visitant notre site www.islamophobia.be

Pour cela, n'hésitez pas à nous contacter :

Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique asbl

50 Rue Archimède - 1000 Bruxelles

+32 (0)484.05.79.77

contact@islamophobia.be

<http://www.islamophobia.be>

IBAN BE10 5230 8069 6904

N° d'entreprise 0561.784.903



MERCI POUR VOS DONNÉS :

IBAN BE10 5230 8069 6904

#OpenSchool4Women

CAMPAGNE DE LEVÉE DE FONDS POUR LE SOUTIEN JURIDIQUE DES FEMMES EXCLUES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE PROMOTION SOCIALE

CCIB
COLLECTIF CONTRE L'ISLAMOPHOBIE EN BELGIQUE

10. Le CCIB en 2017, c'est

+ de 200 entretiens, signalements et accompagnements individualisés

3 soutiens actifs pour accompagner des étudiantes dans leurs démarches devant la justice

+ de 15 plaidoyers au niveau national, européen et international

+ de 100 personnes formées

+ de 20 interventions médias/conférences.